

504376

FAUGERE

NOÉ

18/05/2006

Note de délibération : 19 / 20

Numéro d'inscription

504376

Né(e) le

18/05/2006

Signature



Nom

FAUGERE

Prénom(s)

NOE

19/20

Ecricome

Épreuve :

ESH

Sujet

1

ou

2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

01

/ 03

Numéro de table

08

2

"L'inflation est le mal absolu car trompe les agents et masque la réalité" énonçait FRIEDMAN dans Système monétaire et inflation (1968). Le gouvernement, s'engageant dans une politique budgétaire expansive pour faire baisser le taux de chômage, trompe les agents qui voient dans un premier temps confondre hausse du salaire nominal et hausse du salaire réel. A moyen-terme, les agents se rendent compte de cette tromperie et se remettent au chômage : la situation a empiré car le taux de chômage a stagné contrairement à l'inflation qui a augmenté. En ce sens tout instrument de hausse du pouvoir d'achat serait inflationniste pour FRIEDMAN et donc mauvais. Le pouvoir d'achat, instrument ou objectif ?

Le pouvoir d'achat est la capacité des agents économiques de pouvoir acheter un bien ou un service. Une hausse de pouvoir d'achat signifierait dès lors la capacité de pouvoir acheter plus de produits qu'avant. En ce sens, il peut être dès lors considéré comme un instrument (une hausse de pouvoir d'achat comme hausse de la demande et qui peut de ce fait améliorer les perspectives de l'offre et les débouchés) ou comme un objectif (contribuer au bien-être

des agents par exemple.). Le pouvoir d'achat entretient aussi un lien très fort avec l'inflation du fait que l'inflation réduit dans certains cas le pouvoir d'achat et certaines politiques économiques ont pour objectif de réduire l'inflation comme la politique monétaire, dont la cible est de 2% pour la FED et la BCE, visant à ne pas réduire le pouvoir d'achat. Si l'on considère le pouvoir d'achat comme un objectif, il pourrait y avoir plusieurs instruments pour y parvenir tous ayant leurs avantages et leurs défauts. Et si on le considère comme un instrument, doit-il servir ~~objectifs~~ plusieurs objectifs, contrairement à la règle de TINBERGEN ? Peut-être que le pouvoir d'achat est un instrument beaucoup trop ancré et rigide pour lui adresser des objectifs clairs et précis.

Dès lors, le pouvoir d'achat doit-il être un objectif ou bien un moyen, un instrument pour stabiliser l'économie ?

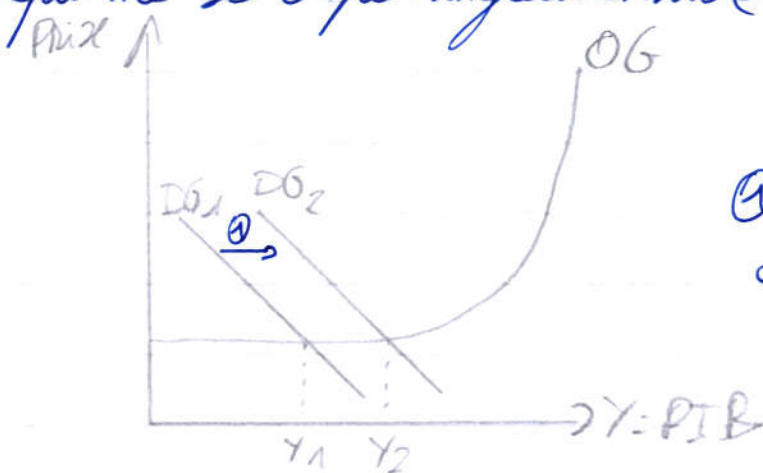
Premièrement il semble évident que le pouvoir d'achat est un instrument de politique économique (I). Cependant, l'efficacité de cet instrument peut être contestée et le pouvoir d'achat peut dès lors être considéré seulement comme un objectif (II). C'est pourquoi les politiques économiques doivent miser certaines règles et être repensées pour que le pouvoir d'achat devienne un objectif plus facile à atteindre (III)

* * * * *

A première vue, le pouvoir d'achat est un instrument efficace pour réguler la conjoncture. Augmenter le pouvoir d'achat (A) comme pouvoir le limiter (B) légitimement ce dernier comme étant un instrument de politique économique.

Tout d'abord, augmenter le pouvoir d'achat peut être bénéfique pour une économie. Cela peut passer par des politiques budgétaires et monétaires. KEYNES dans sa Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936) estime que les ménages les plus pauvres ont une propension marginale à consommer plus élevée, ce qui rend la redistribution légitime tout comme les dépenses publiques. En effet, en faisant augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres, l'effet multiplicateur de la dépense publique n'en sera que plus élevée ($k = \frac{1}{1-c}$ avec c propension marginale à consommer), permettant d'ouvrir une perspective de débouchés pour les entreprises qui licencient à cause d'une anticipation de demande effective trop basse. La hausse du pouvoir d'achat est donc un moyen pour KEYNES de rééquilibrer le marché du travail, instrument que n'aurait pas considéré Churchill dans les années 1920, car ce dernier voulait retrouver une parité-or de la livre sterling d'avant la guerre ce qui a eu des conséquences néfastes sur l'économie britannique : chômage et déflation (The Economic Consequences of Mr. Churchill,

1925). La pensée keynésienne a été un consensus pendant les Trentes Glorieuses, instaurant un mode de régulation (AGLIETTA, BOYER & LIPIETZ) favorable à la hausse des salaires réels et donc du pouvoir d'achat, notamment grâce à des conventions collectives renforcées et à l'auçonnement des stabilisateurs automatiques. Cet instrument de hausse du pouvoir d'achat est aussi très efficace à court terme, car les prix sont rigides à court terme : selon les néo-keynésiens, la courbe d'offre globale est horizontale à court-terme, donc lors d'un choc d'offre les prix ne vont pas tout de suite s'ajuster, et on peut s'engager dans une politique de demande de court-terme en augmentant le pouvoir d'achat qui ne sera pas inflationniste.



① hausse du pouvoir d'achat

Modèle OG-DG

La rigidité des prix peut s'expliquer par des rigidités sur le marché du travail (contrats implicites d'AZARIADIS par exemple) ou par des coûts de catalogue sur le marché des biens et services.

Le pouvoir d'achat peut aussi très bien être manipulé à la baisse. GIAVAZZI et PAGANO (1990) estiment que des politiques de consolidation budgétaire,

Numéro d'inscription 504376

Signature 



Né(e) le 18/05/2006

Nom FAUGERE

Prénom(s) NOE

19/20



Épreuve : ESH

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 03

Numéro de table 082

motivées par la baisse, des compression de la demande interne et donc du pouvoir d'achat peuvent être expansives et faciliter la reprise économique, On réassurant les banques et les investisseurs financiers qui sont baisser leurs taux d'intérêt. Ce consensus a été celui de l'Europe durant la crise des dettes souveraines, sauf que selon BLANCHARD ("Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers" (2011), les effets multiplicateurs négatifs auraient été sous-estimés pour cause d'une trappe à liquidité, ce qui a encore plus plongé l'Europe dans la récession. Cependant ces politiques de compression de la demande interne peuvent être efficaces comme le montre ALMUNIA dans Exports during a domestic Slump (2011), qui montre que la baisse des CSU en Espagne à partir de 2009 (donc baisse du pouvoir d'achat) a entraîné près de la moitié de la baisse des exportations espagnoles sur cette période. Enfin, l'instrument du pouvoir d'achat peut être source d'équité et d'efficacité pour MIRREES (1971) qui estime que le type d'impôt sur le revenu qui concilie le plus efficacité et équité est un impôt forfaitaire donc non progressif. En ce sens, ne pas maximiser le

puissance d'achat des nationaux (car on ne préserve autant à tout le monde) est efficace et rejoint l'idée de déversement des richesses prôné par Thatcher qui permet de créer des emplois à posteriori.

Le pouvoir d'achat peut donc être un instrument qui peut être manipulé à la hausse comme à la baisse pour stabiliser une conjoncture. Cependant, doit-on mettre en cause son efficacité ?

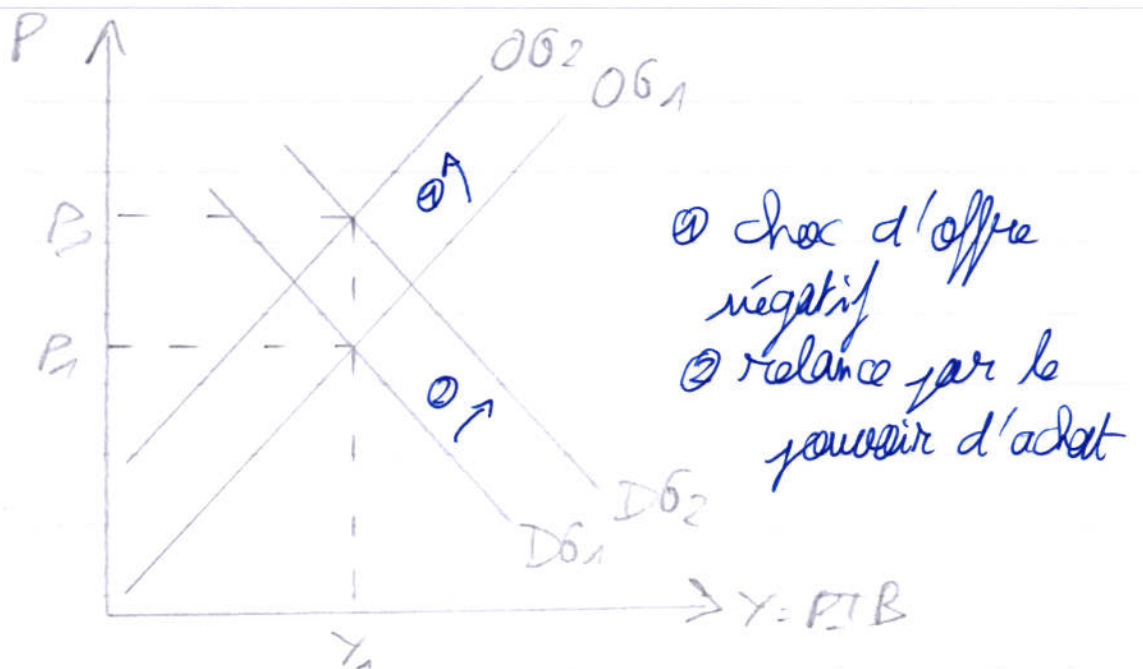
* * * * *

Le pouvoir d'achat est un instrument pas toujours efficace et parfois pro-cyclique et doit dès lors être considéré comme un objectif. L'efficacité de cet instrument peut être contestée (A) et on peut dès lors le voir comme un objectif (B)

En effet, le pouvoir d'achat peut être un mauvais instrument de politique économique. Des économistes classiques comme FIGOU (The Theory of Unemployment) ont montré que les salaires minimums, visant à protéger le pouvoir d'achat des agents travailleurs, étaient à l'origine d'un chômage que l'on nomme désormais "chômage" (MALTHUS, 1980), car la rémunération du facteur travail pourrait au niveau de ce salaire minimum être supérieur à

la productivité marginale du travailleur. Les entreprises embauchent donc moins. L'assurance chômage peut aussi être la cause du chômage permanent car selon STIGLER et sa théorie du Job Search, le salaire de réserve des chômeurs augmente avec la hausse des allocations chômage ; le chômage est donc volontaire. FRIEDMAN dans sa critique de la courbe de ~~FRIEDMAN~~ PHILLIPS, estime que cette dernière est verticale à long terme comme on l'a vu précédemment et émet le postulat des anticipations adaptatives ce qui invalidera à long terme les politiques expansionnistes (monétaires comme budgétaires). LUCAS dans Expectation and the neutrality of money (1972) énonce quant à lui le postulat des anticipations rationnelles : même à court-terme, les agents ne sont pas trompés par l'inflation et donc l'instrument du pouvoir d'achat est caduque.

De plus, des politiques de demande expansionniste peuvent aussi perdre en efficacité autre part que sur le marché du travail : la relance MAUROY en 1984 a été un échec car la majeure partie de la hausse du pouvoir d'achat par cette politique a été attribuée aux importations, diluant l'effet multiplicateur en économie ouverte ($k = \frac{1}{1-c+m}$). Les relances conjuguées de demande durant la stagflation n'ont fait qu'empirer la crise du fait d'un choc de offre négatif mal géré :



Pour un même niveau de revenu, les prix ont augmenté. La relance par la demande peut aussi créer des effets d'éviction ou un effet RICARDO-BARRO ce qui fragilise et ralentit l'économie, rendant dans le cas d'une équilibre ricardienne la hausse du pouvoir d'achat inefficace. BERNANKE & BLANCHARD dans "What Caused US Pandemic-Era Inflation?" (2023), estiment que la relance BIDEN pendant le Covid a entraîné des effets d'éviction et a été 3 fois trop élevée par rapport à ce qui aurait été requis, ce qui a accru l'inflation malgré la volonté inhérente de cette politique de soutenir le pouvoir d'achat.

La perte d'efficacité de l'instrument du pouvoir d'achat l'élève donc au rang d'objectif des politiques économiques, comme c'est le cas pour la FED et la BCE. Car l'inflation réduit les perspectives d'investissement et le bien-être d'une population. PIGOU dans The Economics of Welfare (1920) montre que les agents ont une préférence pour leur effet d'encaisse réelle, c'est-à-dire leur pouvoir d'achat. En temps d'inflation, ils vont regretter

Numéro d'inscription

504376

Né(e) le

18 / 05 / 2006

Signature



Nom

FAUGERE

Prénom(s)

NOE

19 / 20



Épreuve :

ESH

Sujet

 1

ou

 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

03

/ 03

Numéro de table

08

2

sur leur consommation pour garder une encaisse réelle stable, et de ce fait va contribuer à la réduction de l'inflation. PIGOU préconise donc que l'objectif de maintien du pouvoir d'achat ne demande aucun instrument de politique économique car le pouvoir d'achat va se réguler tout seul. Cependant il peut émettre des entraves à la concurrence sur le marché des biens et des services ce qui dès lors demande l'intervention de l'Etat pour rétablir le pouvoir d'achat des agents, comme la politique de la concurrence (TIRRE, Economie du Bien Commun (2016))

Des oligopoles peuvent faire des ententes entre eux et les monopoles peuvent faire du rent seeking ce qui pousse les prix à la hausse. La politique de la concurrence doit donc s'assurer qu'il n'y ait aucune distorsion et doit rendre les marchés contestables (BAUMOL, PAKZAR & WILSON) pour que les entreprises retrouvent des modes de production concurrentiels, et qu'ils ne fassent pas de la discrimination par les prix visant à capter tous le surplus des consommateurs

* * * * *

Le pouvoir est donc un instrument et un objectif, et il faudrait des politiques économiques sont le pour éviter tout défaut de cet instrument et à ce que cet objectif soit plus facilement atteignable : faire des politiques structurelles (A) et repenser les politiques économiques dans un monde de chocs d'offre négatifs (B).

Faire des politiques structurelles peut être un moyen efficace de durablement augmenter la productivité des travailleurs et donc leur pouvoir d'achat. Des politiques visant à accroître le capital humain (LUCAS, 1988) ou à améliorer les infrastructures existantes (BARRO, 1988) sont un moyen indirect de faire augmenter le pouvoir d'achat des agents car ces politiques offrent des gains de productivité qui sont se retranscrits dans la hausse des salaires réels. Adopter des règles pour la banque centrale (KXDLAND & PRESCOTT, Rules rather than discretion, 1977) est un moyen de baisser les anticipations d'inflation des agents et donc d'éviter une spirale inflationniste dans laquelle on ne pourra jamais se sortir. Une banque centrale crédible est indispensable pour entrer dans un régime de faible inflation (BOKS) où la hausse du pouvoir d'achat n'est pas contenue.

En outre, dans un monde qui va être marqué par des docs d'offres négatifs de plus en plus puissants (GRJEBINE & BEUSTOON, "Le temps de l'offre : une d'ensemble" (2024)), la politique budgétaire doit être repensée car plus réactive que la politique monétaire qui elle a des délais trop de transmission beaucoup trop élevés et qui fait accentuer la baisse du pouvoir d'achat en faisant une relation monétaire car lors d'un choc d'offre négatif, les prix et le revenu ne convergent pas dans le même sens. Il faut donc une politique budgétaire ciblée et crédible pour remédier à ces chocs d'offre négatifs. Le policy-mix européen doit être repensé aussi à cause de l'incertitude mondiale (FERRARA, 2024) car l'incertitude politique, par exemple en France en 2024, s'est traduit par une baisse des investissements irréversibles et a augmenté la valeur optionnelle de l'attente, ce qui a selon des pouvoirs à l'avenir selon des mécanismes hystériques mener à du chômage et donc à une perte de pouvoir d'achat national. Il estime qu'une hausse de l'indicateur EPU (Baker, Bloom et Davis) entraînerait une chute de 0,4% de l'investissement en France.

En ce sens, des politiques économiques réfléchies et crédibles sont un moyen durable d'atteindre l'objectif de hausse du pouvoir d'achat.

* * * * *

Le pouvoir d'achat peut donc être à la fois un instrument et un objectif, mais l'efficacité relative du pouvoir d'achat en tant qu'instrument nous conduit à penser que le pouvoir d'achat doit être un objectif à long

terme, grâce à des politiques adaptées et que ce qu'il doit seulement être un instrument dans des circonstances exceptionnelles comme une crise. Le pouvoir d'achat doit dès lors être un instrument à court terme et un objectif à long terme.

En parallèle, quels sont les meilleurs moyens de lutter contre l'inflation ?